

Afghanistan : la guerre silencieuse

Rappel : en 2001, l'offensive militaire (Enduring Freedom)

A la suite des attentats à New-York en 2001, l'intervention militaire *Enduring Freedom* initialement américaine puis sous l'égide de l'OTAN est lancée sur l'Afghanistan, avec deux objectifs : mettre fin au régime des talibans, qui abrite et soutien la nébuleuse terroriste Al Qaida, et détruire les camps d'entraînement. **Ces objectifs sont atteints en quelques semaines.**

Depuis 2002 : vers un Etat afghan ?

A la fin de l'année 2001, un mandat de l'ONU est donné à la poursuite de la présence militaire en Afghanistan, au sein d'une « Force Internationale d'Assistance et de Sécurité » (FIAS), placée *de facto* sous l'autorité américaine (principal contributeur de l'opération).

Les objectifs de cette force sont détaillés en 2002 lors des Accords de Bonn. Il s'agit de :

- renforcer le gouvernement afghan,
- contrer l'insurrection talibane,
- activer le développement économique et l'instauration d'un Etat démocratique.

Mais ces objectifs ambitieux semblent aujourd'hui **inatteignables** en regard des moyens disponibles. Les succès tactiques sont réels mais l'impasse stratégique semble avérée et la situation se dégrade chaque année.

Après 9 années d'opérations de guerre, le soutien des citoyens occidentaux faiblit et le risque de départs en série augmente. En effet, si une embuscade exceptionnelle provoquait le décès de plusieurs dizaines de soldats, la crise politique qui en suivrait pourrait provoquer le départ de l'un des pays de la coalition, et par effet domino, un retrait accéléré de la force internationale.

La situation en Afghanistan devient de moins en moins un problème militaire et de plus en plus un problème stratégique, c'est-à-dire politique.

La nouvelle stratégie du président Obama

Fin novembre, lors du sommet de l'OTAN, le président américain a présenté un projet de **désengagement progressif**, qui doit être amorcé dès 2011, en confiant peu à peu les zones pacifiées aux forces afghanes. Ce processus est néanmoins peu crédible et répond probablement à des impératifs de politique intérieure.

Sur le plan militaire, le chef de la coalition, le Général Petraeus, reconnaît lui-même que l'armée afghane est loin d'être prête à assumer seule la sécurité du pays, face à une insurrection toujours solide. Sur le plan politique, le régime du président Karzaï est fragile : corruption sur fond de trafic de drogue, fraudes aux élections, désertions élevées dans les rangs de l'armée et gouvernement peu représentatif des tribus pachtounes du sud du pays.

La France en Afghanistan

Sur les 150.000 hommes de la coalition, 100.000 sont américains mais près de 4.000 sont français, faisant de notre pays le 4^{ème} contributeur en nombre d'hommes. La France est également largement présente dans la chaîne de commandement. Ce conflit nous concerne donc tout particulièrement.

Le moral des militaires français

L'Afghanistan est le seul théâtre d'opérations de guerre de l'armée française. Aussi, malgré les restrictions budgétaires de la Défense, les soldats français envoyés à Kaboul sont correctement équipés, entraînés et soutenus.

Leur moral est bon et les opérations menées se déroulent dans de bonnes conditions. Avec 55 décès en 9 ans, les troupes considèrent qu'il n'y a pas eu de « morts inutiles ». Ce chiffre reflète avant tout le fort niveau d'engagement des forces sur le terrain.

La guerre silencieuse

La conduite tactique des opérations est de qualité et les forces françaises font leur devoir, mais le silence sur cette guerre pose problème.

En l'absence de vision claire sur les raisons actuelles de l'engagement, **le sentiment d'un enlèvement** gagne la population (28% de soutien à la guerre, contre 55% en 2001). Cela accroît les risques d'un retrait militaire précipité sans solution stratégique durable (cas d'une embuscade exceptionnelle provoquant une crise politique), ce qui aurait des conséquences déstabilisatrices fortes, y compris au Pakistan.

Nos soldats se sentent oubliés des citoyens, alors qu'ils font leur devoir lors de véritables opérations de guerre au service de la République.

Le temps joue peu à peu contre l'Occident, en transformant les forces coalisées en troupes d'occupation et en dénaturant leur mission.

Quelle solution stratégique ?

L'OTAN n'a désormais les moyens que de rétablir un « niveau acceptable de sécurité », voire de ramener l'Afghanistan à sa situation précédant le régime talibans (pays multiethnique au fonctionnement tribal). Le retrait américain en trompe l'œil ne mène actuellement pas à une situation stabilisée.

Une solution durable ne passera donc que par un processus international, regroupant tous les acteurs majeurs de la région (OTAN, Pakistan, Inde, Chine, Arabie Saoudite...). En effet, le conflit latent au Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, l'influence de l'Iran dans la région et le soutien wahhabite aux islamistes pakistanais ont des conséquences directes sur Kaboul.

Le rôle de la France peut être de faire entendre sa voix, de redonner un sens à son propre engagement. C'est une opération menée avant tout par les Etats-Unis, bien sûr, mais la France y conserve sa pleine autonomie militaire (contrairement à ce qu'on croit souvent).

Par conséquent :

Un **processus diplomatique d'ampleur** doit être proposé par la France et ses partenaires européens. Pour se stabiliser et se reconstruire, l'Afghanistan doit cesser d'être le pion de multiples jeux d'influence et devenir par exemple un pays « non aligné ».

Le **débat doit devenir public** dans notre pays. C'est le seul moyen d'éviter un retrait brutal décidé dans l'émotion d'un évènement. C'est également une question de principe démocratique : la nation doit définir elle-même son niveau d'engagement.

Enfin, nous devons **réaffirmer notre soutien** aux soldats français que nous avons décidé d'envoyer dans une zone de guerre et qui accomplissent simplement leur devoir. Le silence qui entoure ce conflit provoque également un manque de reconnaissance de leur action.